# Comment rapprocher citoyens et politiques

Des solutions existent pour combler le gouffre démocratique qui ne cesse de se creuser : panels citoyens, référendum, transparence, plateforme numérique, partis politiques limités dans le temps… Un débat existentiel.

PAR OLIVIER MOUTON

Nos élus devraient davantage se préoccuper des perspectives à long terme sur les grands enjeux de notre temps : climat, migrations, mutations économiques… Et susciter une adhésion large sur les politiques à mener, en veillant à impliquer davantage les citoyens. A l'ère des réseaux sociaux et de l'instantanéité, cela semble une nécessité. « Il est fondamental de renforcer le rôle du citoyen en tant qu'électeur, mais aussi d'initier des solutions créatives pour lui permettre de participer plus régulièrement », estime Laurent de Briey, l'un des coordinateurs du mouvement eChange. Tout en s'interrogeant sur la place du politique, malmené en cette ère de contestations. C'est une révolution démocratique qui est à venir.

La participation citoyenne est une clé ? Elle ne va pourtant pas forcément de soi. La mobilisation actuelle des jeunes pour le climat, si elle est remarquable par l'âge de ses initiateurs, reste classique dans sa forme et met en avant une génération qui en appelle surtout à la prise de responsabilité des politiques. « En tant que jeunes, nous n'avons pas toutes les cartes en main pour imaginer des politiques nouvelles, reconnaît Louise Vanden Abeele, 18 ans, membre de Youth for Climate. Nous devons rester vagues pour rester crédibles, c'est normal. Chacun son job : ce sont les politiques qui doivent apporter les solutions au départ de notre interpellation. »

L'appel de ces écoliers est-il une façon se défiler ? « C'est intéressant de voir ces jeunes de 15 à 22 ans insister sur le fait qu'il s'agit d'une question d'ambition, pas de moyens, remarque Benoît Derenne, directeur de la Fondation pour les générations futures. Ils demandent que l'on fixe un cap, tout en reconnaissant qu'ils ne peuvent pas imaginer eux-mêmes le chemin pour y arriver. Mais ils sont soucieux qu'on ne les roule pas dans la farine. Il faut écouter leur appel. Si on ne fait rien de cette énergie, le déficit démocratique risque encore de s'amplifier. Nous pourrions avoir une génération perdue. » « A l'heure d'une déconnexion de plus en plus grande de la politique à l'égard des citoyens, ces jeunes ont le mérite d'appeler à une reconnexion », acquiesce François Adam, senior manager chez Acemis et responsable du groupe de travail "participation citoyenne" d'eChange. Comment y arriver ? Voici six pistes parmi d'autres.

DR

**Benoît Derenne : « Les citoyens ont une responsabilité importante, autant que les politiques. »**

## 1. Des assemblées citoyennes

Pour résorber ce gouffre entre élus et citoyens, une solution pourrait être, dixit eChange, « l'introduction dans le système parlementaire de mécanismes de démocratie délibérative associant des citoyens tirés au sort ». L'idée fait son chemin. Après le G1000 organisé en 2012 et le livre *Contre les élections* de David Van Reybrouck, qui théorisait cette idée, une assemblée citoyenne décisionnelle vient d'être créée en Communauté germanophone : elle sera effective à l'automne prochain.

« Les citoyens ont une responsabilité importante, tout autant que les politiques et les économiques, estime Benoît Derenne, qui a accompagné la genèse de cette assemblée. Le processus de démocratie délibérative demande énormément de travail, tant pour s'entendre sur les constats que pour se mettre d'accord sur des solutions communes. Mais ce dont je suis absolument persuadé, c'est que c'est avant tout une question

DAINA LE LARDIC/ISOPIX

Les partis sont de plus en plus nombreux. Trop nombreux ? Une idée pourrait être de les forcer à donner leur coalition privilégiée à l'électeur avant le scrutin.

de méthode. Sans cela, on n'obtient aucun résultat et on ne répond à aucune urgence. La première chose que l'on dit aux participants d'un panel citoyen, c'est qu'ils sont là parce qu'ils sont experts de leur quotidien. Voilà pourquoi ils sont tirés au sort. Ce n'est pas la solution miracle. Mais dans un bateau qui coule, cette méthode-là peut être utile en recréant des espaces de dialogue. Il faut être créatif ! La mise en place de cette assemblée germanophone permettra de se faire une idée précise de la façon dont cela fonctionne. Madrid fait la même chose, Gdansk aussi, les espaces publics sont en train de changer. » « C'est une manière de faire en sorte que les citoyens sortent de la stricte défense de leurs intérêts directs », appuie François Adam.

« Le problème du système actuel, c'est qu'il donne une place trop centrale aux représentants issus d'une élection, estime Jean-Benoit Pilet, politologue à l'ULB. Les enquêtes montrent que des décisions prises par un panel citoyen, plus encore que par des experts, ont un bonus de légitimité par rapport à eux. Même sur des sujets techniques. Cela polarise davantage, aussi, parce que cela satisfait des citoyens qui ne croient plus aux élus, mais cela irrite ceux pour qui c'est une perte de temps. Je soutiens pourtant que les panels citoyens tirés au sort sont intéressants parce qu'ils invitent tout le monde à davantage de modestie. Le citoyen se rend compte que la prise de décision est plus compliquée que ce à quoi il pensait. Les experts se rendent compte que l'on peut trouver de meilleures solutions que les leurs. Et les élus se rendent comptent qu'ils ne tiennent pas seuls le cœur de la décision : ils doivent anticiper ce que la population attend. » Un win-win.

DR

**Emily Hoyos : « Le politique devrait être davantage transparent sur ce qu'il peut faire et ne pas faire. »**

## 2. Le référendum

A côté des démocraties représentative et délibérative, il y a de la place pour deux autres leviers dans le cockpit politique. « Personnellement, en tant que Suisse, je suis fan de démocratie directe, sourit Benoît Derenne. Nos sociétés doivent recréer tous les espaces possibles afin que les citoyens prennent leurs responsabilités. Il ne faut pas l'exclure en Belgique et cesser de dire en permanence que l'on va réveiller les vieux démons de la Question royale en 1950. Cela étant, il ne s'agit pas seulement de participer ➜

En 2012, le G1000 fut une première expérience de démocratie délibérative en Belgique. A l'automne 2019, une assemblée citoyenne permanente verra le jour en Communauté germanophone.

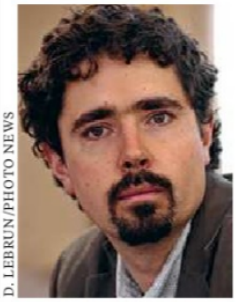
TIM DIRVEN/ID PHOTO AGENCY

➜ à dix référendums par an. Les citoyens doivent comprendre qu'il faut faire des efforts de convergence et de consensus. En France, par exemple, la mise en place d'un référendum d'initiative citoyenne réclamée par les gilets jaunes ne serait pas idéale parce qu'il n'y a aucune tradition de consensus. Cela risquerait de créer des conflits violents. » Inutile de rappeler, aussi, l'exemple du Brexit pour démontrer qu'un référendum… doit être bien préparé.

### 3. Un service citoyen

Comme toujours, il n'y a pas de solution miracle, mais une palette de remèdes. « A côté des démocraties représentative, délibérative et directe, j'ajouterai un quatrième pied à la chaise pour qu'elle tienne bien : une démocratie contributive, complète Benoît Derenne. Je propose un service citoyen généralisé pour tout le monde à partir de 18 ans. Cela permettrait de comprendre que l'on contribue soi-même à la société, la responsabilité du vivre ensemble doit être partagée. »

« Ce devrait même être un changement plus long et plus radical, prolonge Jean-Benoit Pilet. Il faut davantage qu'un service citoyen : une réserve, comme dans certaines armées, de façon à ce que, tous les cinq ans, on revienne six mois dans le système. Cela nécessiterait des mécanismes pour permettre à un indépendant de laisser son activité durant six mois. Mais ce n'est pas impossible. »



D. LEBRUN/PHOTO NEWS

Jean-Benoît Pilet : « Les panels citoyens tirés au sort invitent tout le monde à la modestie. »

### 4. Une plateforme numérique

Le catalogue d'idées produit par le mouvement eChange prévoit aussi de renforcer la participation citoyenne de manière souple via des mécanismes digitaux. Concrètement ? « Créer un portail où chaque citoyen pourrait émettre des propositions, des idées, suffisamment étayées. Un système de vote pourrait être mis en œuvre, les propositions recueillant le plus de *likes* seraient dans l'obligation d'être débattues au sein de l'assemblée tirée au sort ou de l'assemblée classique. »

« Pour l'instant, le contenu d'une législature est déterminé par une

déclaration de politique générale, explique François Adam. Mais il est très difficile pour les citoyens de mettre des points à l'agenda. Le référendum d'initiative citoyenne est une possibilité, mais il serait possible de créer d'autres mécanismes, comme celui-ci, pour bousculer l'agenda politique. Cela permettrait d'intégrer dans le système les contestations ou les urgences. » Mais, précisément, cela ne risquerait-il pas de coincer davantage encore les élus dans l'étau des préoccupations quotidiennes ?

### 5. Une politique plus transparente

Et le représentant politique, dans tout cela ? « Il subit de plein fouet la rupture de confiance généralisée à l'égard de tout ce qui est institutionnalisé, analyse Emily Hoyos, ancienne coprésidente d'Ecolo, aujourd'hui présidente du conseil d'administration de l'université de Namur, professeure et consultante. Pourtant, on n'a jamais eu autant besoin des politiques face à l'ampleur des enjeux. Lors d'un récent débat organisé par la ministre de l'Education, Marie-Martine Schyns, les jeunes mobilisés pour le climat sont sortis hyperdéçus. Normal : ils ont eu face à eux des responsables politiques en campagne obligés de se présenter comme des supermans. Alors qu'ils ne le sont pas et que cela se voit. »

« Il y a une grande contradiction entre une volonté de démocratie participative et ce que les jeunes expriment quand ils lancent "chacun son job", poursuit Emily Hoyos. A court terme, pour concilier les deux approches, le politique devrait être davantage transparent sur ce qu'est son métier, sur ce qu'est la délibération, sur ce qu'il peut faire et ne pas faire. Pour cela, la campagne électorale en vue du 26 mai prochain est fondamentale – et elle est mal partie. Si tous les candidats affirment disposer d'une baguette magique, on va vers la grande catastrophe. Le politique doit montrer le cap à suivre, de façon transparente. Pour cela, il faut retrouver l'idée d'hommes d'Etat prêts à prendre des risques, sans crainte des inimitiés, en étant prêts à travailler avec d'autres partis. Le meilleur exemple, c'est la réforme de l'Etat : quand la Belgique est menacée, les partis se parlent en dehors de l'arène et sont prêts à dépasser les clivages. A mes yeux, la réconciliation entre la politique et le citoyen ne passe pas nécessairement pas une hyperactivité citoyenne. »

Laurent de Briey estime vital de rendre les partis plus transparents au sujet de leurs intentions avant les élections. « Dans notre système, les partis font partie de la solution parce qu'ils représentent le seul élément structurant de tous les niveaux de pouvoir, explique-t-il. Les présidents de partis sont les seuls à pouvoir générer un accord engageant tout le monde. On a besoin de ça. Mais à mes yeux, il y en a trop pour l'instant et ce n'est sans doute pas fini. Or, l'adversaire principal, celui avec qui on est le plus susceptible de s'entendre, est aussi celui qui vise le même électorat. Cela crée une logique de divergences plutôt qu'une logique de convergences. Pour y remédier, on pourrait inciter les partis à déclarer leur coalition préférée avant les élections. On réserverait une partie des sièges au Parlement – un cinquième ou un quart – à la coalition annoncée qui a obtenu le plus de voix. »

« Ce faisant, on prive en réalité les citoyens d'un des rares pouvoirs qui leur restent, celui de répartir les voix pour rendre les coalitions possibles, rétorque Emily Hoyos. Au sein d'Ecolo, je n'ai en outre jamais discuté d'un seul scénario clair avant les élections. Un parti, ce n'est pas homogène. Il se remet lui-même à l'électeur. Dans le magma de la démocratie, c'est important de laisser ce jeu-là ouvert. » « La conséquence d'une telle mesure, c'est que les partis trop hétérogènes mourraient, complète Jean-Benoit Pilet. On pourrait aussi imaginer un deuxième tour uniquement pour les coalitions, comme c'est le cas pour les régionales en France. »

DR

**François Adam : « Il serait possible de créer des mécanismes digitaux pour bousculer l'agenda politique. »**

### 6. Des partis à durée de vie limitée

Eléments structurants de la politique belge, les partis sont aussi devenus des freins au changement. « Ce ne sont plus des vecteurs de projets mais des instruments de partage du pouvoir, admet Laurent de Briey. Et leur structure est devenue trop figée : des membres d'une formation se sentent souvent plus proches de représentants d'autres partis que de leurs propres collègues. Voilà pourquoi je propose une autre idée, davantage iconoclaste : on pourrait considérer que les partis ont une existence limitée dans le temps. Ils pourraient disparaître et renaître ou évoluer toutes les deux ou trois législatures. Cela forcerait les politiques à remettre leur projet en question et à se demander avec qui ils peuvent en porter un nouveau, le cas échéant. Cela casserait cette logique bipartisane Standard - Anderlecht dans laquelle on s'enfonce aujourd'hui. Cela rebattrait les cartes. »

Iconoclaste, vraiment, à l'heure où des partis se déchirent et d'autres se créent, des listes Destexhe au Collectif citoyen ? « Aujourd'hui, on est dans la tendance inverse, constate Emily Hoyos. Le financement des partis politiques les protège des lobbies, mais il fige aussi les situations existantes. C'est très difficile pour ceux qui veulent créer un nouveau parti et ce l'est tout autant pour ceux qui veulent en dissoudre ou en recréer. C'est peut-être ce financement qu'il faut repenser. »

En tout état de cause, il y a de la matière pour repenser notre démocratie.